

Le mal suédois, impôt et social-démocratie

L'hypertrophie de l'Etat-providence et de la fiscalité progresse "silencieusement" et ne fait sentir ses effets qu'à terme. Parfois trop tard.

Il était une fois deux petits pays très comparables qui avaient su préserver leur indépendance au cours des siècles. Tous deux avaient échappé aux terribles destructions de deux guerres mondiales. Leurs structures industrielles étaient fort proches et leurs produits bénéficiaient d'une réputation internationale de grande qualité. L'un cependant avait été privilégié par la nature: il était riche en minerais, en forêts et en ressource hydrauliques, tandis que l'autre ne disposait que de pâturages et de quelques bovins. Mais il prospérait cependant à force de travail et d'ingéniosité.

Pourtant, à partir de 1970, tandis que ce dernier continuait sur sa lancée, conservant la deuxième place parmi les pays de l'OCDE en termes de PIB par habitant, le premier allait de difficulté en difficulté, passant du troisième rang dans les années 50 à la 17ème place.

Dans un petit livre particulièrement clair et stimulant, Nils-Eric Sandberg, éditorialiste du quotidien Dagens Nyheter, le plus diffusé en Suède, s'interroge sur les raisons du contraste entre son pays et la Suisse (What went wrong in Sweden ?, *Timbro*, 1997). Que s'est-il passé de déterminant et de grave dans les années 60 et 70 qui puisse expliquer les difficultés croissantes de l'économie suédoise, jadis citée en Europe et plus particulièrement en France comme un "modèle" d'organisation sociale ?

Avantage compétitif

Sandberg souligne d'emblée que son pays bénéficiait sur la Suisse, outre les avantages déjà évoqués des ressources naturelles, d'une population homogène et très qualifiée, et d'une façade maritime très importante qui abaisse les coûts de transport à l'importation comme à l'exportation puisque le fret maritime est moins coûteux que le fret terrestre. Pourtant, la valeur ajoutée par tonne exportée est restée stagnante en Suède, aussi bien pour les aciers que pour les avions, tandis que sur les vingt cinq dernières années elle augmentait de 90 % en Suisse. Pendant cette période son pays s'intégrait au système européen de changes fixes mais devait dévaluer à plusieurs reprises, tandis que le franc suisse qui avait adopté le système des changes flottants continuait de s'apprécier par rapport aux autres monnaies.

Dans le même temps les dépenses publiques et les impôts qui les financent ont augmenté en Suède plus que partout ailleurs. Les prélèvements obligatoires atteignent 55 pour cent du PIB et les dépenses publiques 65 pour cent. Les chiffres correspondants pour la Suisse sont de 33 et de

37 pour cent respectivement. La Suède qui a toujours eu un gouvernement centralisé et puissant a accumulé, au fil du temps, le secteur public le plus développé de toutes les économies mixtes.

Ne disposant d'aucun avantage particulier en matière de formation des hommes ou de marchés financiers, la Suède a pris un départ tardif dans la course à la croissance et au niveau de vie. Pourtant, dès la fin du 19^{ème} siècle elle comblait rapidement son retard en une période qui constituait un âge d'or pour les entrepreneurs. Entre 1892 et 1911, une poignée d'individus construisaient 11 entreprises qui allaient devenir des firmes de dimension internationale: Nobel, Sandvik, Ericsson, Alfa Laval, Facit, SKF, Electrolux, SAAB et quelques autres. Par contre, quatre grandes entreprises seulement se sont développées depuis la dernière guerre mondiale : IKEA, Gambro, Tetra-Pak et Hennes & Mauritz et parmi elles, deux des trois qui reposaient sur une innovations majeure ont depuis quitté la Suède.

Fiscalité punitive

Les raisons principales de ce tarissement de l'esprit d'entreprise se situent du côté de la fiscalité punitive du système suédois, soutient Sandberg. Jusqu'à la première guerre mondiale, la part des impôts dans le produit national ne dépassait pas les 8 pour cent et n'atteignait dans les années 20 que 12 à 13 pour cent. Dans ces conditions les incitations à entreprendre et à travailler restaient intactes. En un siècle, de 1870 à 1970, la Suède mettant à profit son potentiel de rattrapage des autres économies avancées connaissait une croissance supérieure à celle de tous ses concurrents et partenaires dans l'échange. Dans les années 50 cette croissance s'établissait à 3,4 % l'an, puis après une accélération à 4,6 % dans les années 60 elle tombait à 2 % dans les années 70 et baissait encore un peu dans les années 80. Le pays décrochait alors nettement du peloton des pays les plus riches de l'OCDE.

Le coût du travail y augmentait plus qu'ailleurs, l'épargne devenait plus faible, les taux d'intérêt plus élevés. L'Etat y empruntait plus qu'ailleurs. Le chômage devenait permanent pour atteindre aujourd'hui 20 pour cent de la population active.

Pour l'auteur, les raisons profondes de ce désastre se trouvent dans la sphère politique. Le pouvoir est fort et très concentré en Suède, en un système de socialisme corporatiste fonctionnant selon la règle absolue de la majorité simple dans une seule Chambre, le Riksdag. Les droits constitutionnels de la minorité sont très mal défendus. La majorité de 51 pour cent fait ce qu'elle veut et les droits de propriété restent vulnérables aux décisions politiques. Les contrepoids et garde-fous démocratiques font défaut. La domaine de la politique est sans limites.

Les majorités social-démocrates au pouvoir presque sans discontinuer depuis les années 30 ont développé, en accord avec le mouvement syndical, un Etat-providence hypertrophié et une idéologie égalitariste qui se traduit par des taux d'impositions marginaux qui ont atteint 70 et 80 pour cent avant de redescendre légèrement à 60 pour cent dans les dernières années. L'impôt total sur les profits distribués atteignait en 1991 un taux compris entre 85 et 92 pour cent.

Les suédois n'épargnent plus, attendent tout de l'Etat et travaillent peu.

Le diagnostic est connu. Mais le plus intéressant dans cette analyse, c'est certainement la mise en évidence des délais considérables qui séparent la mise en œuvre de mauvaises politiques de l'observation de leurs effets néfastes sur l'économie. C'est dans le monde plus compétitif des années 70 que les handicaps suédois, accumulés déjà depuis trois décennies, ont révélé toute leur nocivité. Il n'y a pas eu de seuil spectaculaire indiquant manifestement que le pays faisait fausse route, mais lent étouffement, enlissement progressif. C'est également ce qui s'est passé dans le cas de l'Union soviétique qui, après la mobilisation d'une économie de guerre entre 1918 et 1945 masquant les inefficiences profondes, ne s'est effondrée économiquement que quarante ans après le retour à la paix. Là est le danger majeur des politiques à contre-sens: conduire à une situation inextricable sans vraiment prévenir. Nos dirigeants devaient méditer l'exemple suédois et lire Sandberg.

JJR